



Montpellier, le 25 avril 2024

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2024-04-DRCL-0177

portant sur l'ouverture d'une consultation du public relative à la demande d'enregistrement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, déposée par la société EUROVIA Languedoc Roussillon relative à l'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers, sur le site lieu-dit « Lou Fieiraou » à Saturargues

Le préfet de l'Hérault

- VU** le code de l'Environnement et notamment les articles R 512-46-1 et suivants du titre 1^{er} du livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2022-09-DRCL-0357 du 14 septembre 2022 portant délégation de signature à Monsieur Frédéric POISOT, secrétaire général de la préfecture de l'Hérault ;
- VU** la demande déposée en préfecture le 26 mars 2024 par la société EUROVIA Languedoc Roussillon, dont le siège social est situé 82 rue Jean-Batiste Calvignac - 34400 SATURARGUES, en vue d'obtenir l'enregistrement relatif à l'exploitation d'une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers, sur le site lieu-dit « Lou Fieiraou » à Saturargues.
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment la rubrique 2521.1 ;
- VU** l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie, Unité départementale de l'Hérault, service de l'Inspection des installations classées, en date du 2 avril 2024 déclarant le dossier de demande d'enregistrement complet et régulier ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : OBJET

Il sera procédé pendant une période de quatre semaines, **du mardi 21 mai 2024 au vendredi 21 juin 2024 inclus** à Saturargues, à une consultation du public concernant la demande d'enregistrement relative à l'installation classée susvisée.

Le responsable du dossier correspondant, auprès duquel des informations peuvent être demandées, est M. Benoît DUMAS - Régional qualité prévention environnement - société EUROVIA Languedoc Roussillon -Tel. :04 67 91 03 10 - mail : benoit.dumas@vinci-construction.com

Dès le dépôt de sa demande, et jusqu'à la fin de la consultation, le demandeur procédera à l'affichage d'un avis au public sur le site prévu pour l'installation.

ARTICLE 2 : DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Article 2-1 : Consultation du dossier :

Pendant toute la durée de la consultation du public, **du mardi 21 mai 2024 au vendredi 21 juin 2024 inclus**, le dossier soumis à consultation sera déposé et consultable :

- en mairie de Saturargues (34400) - Place de la Mairie, aux heures habituelles d'accueil du public.

- sur le site internet des services de l'État :

https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/INSTALLATIONS_CLASSESES/DOSSIERS-D-ENREGISTREMENT

Article 2-2 : Observations du public :

Pendant toute la durée de la consultation, du mardi 21 mai 2024 au vendredi 21 juin 2024 inclus, les observations des personnes intéressées pourront :

- être formulées sur le registre de consultation prévu à cet effet en mairie de Saturargues (34400) Place de la Mairie, siège de la consultation, aux heures d'ouverture des services ;

- être adressées par écrit, avant la fin du délai de consultation du public, à Monsieur le Préfet (Préfecture de l'Hérault - Direction des Relations avec les Collectivités Locales-Bureau de l'Environnement - 34062 MONTPELLIER Cedex 2)

ARTICLE 3 : PUBLICITÉ

Les communes concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source et dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'1 kilomètre autour de l'installation sont, Saturargues, Villetelle et Lunel.

Les conseils municipaux des communes précitées sont appelées à donner leur avis sur la demande d'enregistrement. Ne peut être pris en considération que l'avis exprimé et communiqué dans les quinze jours suivant la fin de la consultation, **soit avant le 5 juillet 2024**.

Un avis au public sera affiché dans les mairies des communes susvisées, par les soins du maire, deux semaines au moins avant le début de la consultation du public, **soit le 3 mai 2024 au plus tard**.

L'avis au public, en caractères apparents, précisera la nature de l'installation projetée et l'emplacement sur lequel elle doit être réalisée. Il indiquera les lieux, jours et horaires où le public pourra prendre connaissance du dossier, formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet et adresser toute correspondance.

Il précisera en outre que le Préfet de l'Hérault est l'autorité compétente pour prendre la décision d'enregistrement et que l'installation pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales, ou d'un arrêté préfectoral de refus.

L'avis d'ouverture de la consultation du public ainsi que le dossier de demande de l'exploitant seront publiés sur le site Internet des services de l'État, deux semaines au moins avant le début de la consultation, et ce pendant une durée de quatre semaines.

La consultation du public sera également annoncée, deux semaines au moins avant son ouverture, par les soins du Préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 4 : CLÔTURE DE LA CONSULTATION

Le dernier jour de la consultation du public, le maire de la commune du lieu d'implantation du projet clôt le registre et le transmet au préfet de l'Hérault, qui y annexe les observations qui lui auront été adressées par courrier.

ARTICLE 5 : DÉCISION

À l'issue du délai imparti pour l'instruction de cette demande - cinq mois à réception du dossier complet et régulier, éventuellement prolongé de deux mois - le Préfet de l'Hérault prononce par arrêté une décision d'enregistrement, éventuellement assortie de prescriptions particulières, ou une décision de refus.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault et les Maires de Saturargues, Villetelle et Lunel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,


François-Xavier LAUCH